

# TOCQUEVILLE MAGAZINE

**HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 642 mardi 22 décembre 2009**

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

---

## **BIENHEUREUSE TERESA DE CALCUTTA**

### **A propos de la Visitation**

« La gaieté et la joie étaient la force de Notre Dame. C'est ce qui a fait d'elle la servante empressée de Dieu, son fils, car dès qu'il est venu à elle, elle « est partie en toute hâte ». Seule la joie pouvait lui donner la force de partir en toute hâte au-delà des collines de Judée pour devenir la servante de sa cousine. Il en est de même pour nous ; comme elle, nous devons être les vraies servantes du Seigneur et chaque jour après la sainte communion nous hâter par-delà les montagnes de difficultés que nous rencontrons en offrant de tout notre cœur notre service aux pauvres. Donnez Jésus aux pauvres en tant que servante du Seigneur.

La joie c'est la prière, la joie c'est la force, la joie c'est l'amour, c'est un filet d'amour grâce auquel vous pouvez attraper les âmes. « Dieu aime celui qui donne avec joie. » (2Co 9,7) Celui qui donne avec joie donne davantage. Si dans le travail vous rencontrez des difficultés et que vous les acceptez avec joie, avec un large sourire, en cela comme en bien d'autres choses, on constatera que vos œuvres sont bonnes et le Père en sera glorifié. La meilleure manière de montrer votre gratitude à Dieu et aux hommes c'est de tout accepter avec joie. Un cœur joyeux provient d'un cœur brûlant d'amour. »

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS  
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

# EDITO

## LE NOMBRE DES FONCTIONNAIRES

Une fois n'est pas coutume. Nous allons citer tout simplement le Monde et l'AFP. Le nombre de fonctionnaires a augmenté de 36 % depuis 1980.

1,4 million de fonctionnaires en plus cette date. Les effectifs de l'ensemble de la fonction publique française ont augmenté de 36 % entre 1980 et 2008, alors que l'emploi total en France progressait deux fois moins vite (18 %), selon un rapport de la Cour des comptes qui déplore la rigidité et l'absence de vision stratégique de l'Etat dans ce domaine.

Début 2008, les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) employaient au total 5,3 millions d'agents, dont près de la moitié (2,5 millions) pour l'Etat. Cela représente un peu plus de 20 % de l'emploi total en France, a souligné mercredi 16 décembre le premier président de la Cour des comptes, Philippe Séguin. Ces chiffres masquent toutefois d'importantes disparités : la progression de l'emploi public résulte essentiellement des collectivités territoriales (+71 %) et, dans une moindre mesure, des hôpitaux (+ 54 %).

Avec une progression de seulement 14 %, l'Etat a été très loin d'être exemplaire (...) parce que sa progression en apparence modérée masque son incapacité à s'adapter aux réformes de l'action publique qu'il a lui-même décidées, a jugé Monde Séguin. L'Etat « aurait dû pourtant réduire sensiblement ses effectifs du fait de la décentralisation et de la montée en puissance des opérateurs publics, agences, offices et autres organismes publics autonomes. »

Malgré d'importants transferts de compétences aux collectivités, la décentralisation n'a entraîné aucune baisse ni même stabilisation des effectifs de l'Etat, a relevé Monsieur Séguin. En 1980, la fonction publique d'Etat comptait 2,1 millions d'agents et 400 000 de plus fin 2007.

Le rapport s'inquiète aussi du recours accru aux « opérateurs » pour assurer des missions de service public. En 2007, ces opérateurs ont perçu 21 milliards d'euros de subventions de l'Etat et 6,5 milliards de ressources fiscales.

« La progression modérée des emplois de l'Etat n'est donc qu'optique, puisque ses missions sont désormais accomplies par d'autres structures mais à ses frais, déplore Monsieur Séguin. Les effectifs s'ajustent très peu à la baisse de la demande ou des besoins mais sont au contraire très réactifs aux nouvelles sollicitations. C'est comme un yo-yo qui ne cesserait de monter et ne descendrait jamais » Ainsi, les effectifs du ministère de l'agriculture et de ses opérateurs ont doublé, alors que le poids de l'agriculture dans l'emploi et la richesse nationale était divisé par deux.

« Comment montrer à nos concitoyens qu'une politique est devenue prioritaire ? En

embauchant des fonctionnaires à tour de bras », regrette M. Séguin, citant l'exemple de la police, où les effectifs ont progressé de 20 % entre 1989 et 2006, sans conduire à des résultats probants sur le terrain. La France compte un policier pour environ 250 habitants, contre un pour 303 en Italie et un pour 380 au Royaume-Uni. « Plus que le nombre de policiers, c'est bien la manière d'affecter, de gérer et d'organiser les missions des policiers qui est aujourd'hui déterminante », a conclu le président de la Cour des comptes.

Ces constatations citées par le Monde et l'AFP sont d'autant plus frappantes et désolantes qu'elles viennent de la Cour des Comptes, elle-même composée de fonctionnaires qui n'ont ainsi aucune indulgence pour le système qui les nourrit eux-mêmes.

Cela veut bien dire que la situation est grave.

M.P.

---

## DU NEUF ET DU DEJA VU

### GUERRE DES CHEMINOTS

La guerre des cheminots contre le peuple français se déroule encore d'une façon très cruelle. La ligne A du RER où passent 1 million de personnes par jour est bloquée depuis plus d'une semaine.

Pour illustrer les incroyables avantages de ces cheminots prenons l'exemple des agents de conduite de ces RER. L'agent de conduite du RER A gagne par mois de 2 200 à 2 700 euros avec une prime pouvant aller à 633 euros et qui est jugé insuffisante ! La journée de travail est de 6H 30 mais ils ne passent que 2 H 50 aux commandes. Quand il ne conduit pas il est en formation (sic) ou en « réunion avec des cadres pour analyser des pannes ». Certes, depuis la parution de ces informations les syndicats s'efforcent de minimiser ; il n'est, cependant, que peu probable que les journalistes qui ont publié ces faits aient pu les inventer.

### PRIME AUX MAUVAIS ÉLÈVES

Pour enfoncer le clou au sujet des fonctionnaire, la Cour des Comptes a évoqué la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite appliquée par l'Etat, qui est une « récompense aux mauvais élèves », selon Monsieur Séguin et qui ne constitue pas une solution à long terme. Cette règle forfaitaire, en vertu de laquelle 34 000 postes seront supprimés dans la fonction publique d'Etat en 2010, « résulte d'une démarche purement quantitative », qui n'évalue pas la qualité des missions de service public. Cette

méthode profite en outre aux « administrations pléthoriques et sous-productives ».

Les dépenses de personnel (pensions civiles et militaires comprises) ont représenté près de 300 milliards d'euros en 2007. Des dépenses de personnel qui représentent pour l'Etat près de la moitié des dépenses nettes de son budget, a souligné le premier président de la Cour. Lorsqu'il titularise un agent, l'Etat s'engage en moyenne à le rémunérer durant cinquante ans (salaires et retraites). Le coût moyen pour l'Etat d'un fonctionnaire tout au long de sa vie est estimé à environ 3,5 millions d'euros, selon la Cour des comptes.

---

## COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

### L'ECOLE

Bonjour,

Pour répondre à vos inquiétudes concernant la "diplomite" galopante de notre époque, je vous livre ma vision des choses en fonction de ce que j'ai pu lire ici et là.

- Les QI seraient répartis de façon quasi invariante de la manière suivante:- 120 et plus (intelligence dite supérieure): environ 9%. Ce serait les gens aptes à faire des études supérieures longues: bac+4, bac+5 et au-delà;

- 110 à 120 (intelligence au-dessus de la moyenne): environ 16%. Ce sont ceux qui sont aptes à faire des études supérieures courtes: bac+2, IUT et BTS.

- 100 à 110: 25%. Ces gens seraient aptes à passer des bacs professionnels pour être des employés et ouvriers hautement qualifiés.

Vous notez, au passage, que cela ferait 50% d'une classe d'âge au bac: 25% de bacs généraux et technologiques, ouvrant aux études supérieures et 25% de bacs professionnels n'ouvrant pas aux études supérieures, sauf mentions bien ou très bien

- 90 à 100: 25%. Ces gens sont aptes au BEP, ce qui est un niveau de fin de 1ère professionnelle et correspond aux qualifications d'employés et ouvriers qualifiés, ce qui nous ferait, avec les 50% de bacheliers, les 75% de personnes ayant un niveau au moins fin de 1ère que Mitterrand avait constaté au Japon et qui est déjà réalisé en France, mais dans une répartition inadéquate, puisqu'il y a déjà 62% de bacheliers dont 12% n'ont en fait qu'un niveau de BEP, fait qui m'a été confirmé par plusieurs personnes bien placées.

- 80 à 90: 16%. Personnes aptes au CAP et à des fonctions d'employés et ouvriers spécialisés.

- 70 à 80: 7%. C'est l'ancien niveau de "manœuvre", qui existe encore en fait: livreurs de pizzas, plongeurs dans les restaurants, personnel de ménage, certains postes dans le bâtiment et le génie civil, travaux qui ne demandent pas de qualifications particulières. Il conviendrait de rétablir l'ancien certificat d'études pour eux, complété par une année, disons de 14 à 15 ans où ils apprendraient à se débrouiller avec toutes les paperasses qu'implique la vie quotidienne.

- moins de 70%: 2%. Il s'agit des gens classés "débiles" et qui, suivant leur état, peuvent être employés dans les CAT.

Voilà les données que j'ai pu recueillir et organiser au fil du temps.

Je crois être arrivé à une société relativement équilibrée, avec un cadre (y compris les enseignants) pour trois exécutants. Aller au-delà me paraît de la folie. Madame Péresse, Chatel, Darcos et même Sarkozy veulent aller à un cadre pour un exécutant, voire deux cadres pour un exécutant, c'est l'armée mexicaine, c'est de la folie. Je crois qu'ils sont à enfermer.

Pierre GODICHEAU

-----

## RECHAUFFEMENT

Bien vu. Vous rejoignez l'analyse que je fais depuis le début de cette manipulation mondiale. Je dis et redis que l'enjeu du lobby réchauffement climatique est un juteux marché commercial en ce qui concerne les états occidentaux et également une peur associée devant des phénomènes naturels car l'immense majorité de l'économie mondiale est située dans des zones à risques et c'est vrai que la situation climatique (naturelle) va engendrer des gros problèmes en raison de l'inconséquence humaine qui va toujours chercher la richesse où elle se trouve c'est-à-dire dans les zones à risques; volcans (fertilité des pentes), bords de mer non protégés, actuellement en raison du tourisme (risque de raz de marée, ouragans), deltas (richesses alluviales) mais très gros risques d'inondation, bords de fleuves constructions moins chères (sur des sols meubles instables), bas de pentes montagneuse à risque d'avalanche(tourisme blanc) (en nota, je vois la différence entre les suisses et les français (les avalanches en suisses sont endiguées par les milliers de pieux amenés avec effort et plantés dans la montagne pour retenir la neige avec un entretien régulier depuis des siècles, en France on préfère la facilité du bulldozer dans la vallée pour monter des digues qui au dire des spécialistes n'arrêteront pas les grosses mais coûtent moins cher en surveillance et entretien ; inconséquence et légèreté de notre mentalité française, et de notre paresse car en effet la machine coûte moins cher que l'homme et elle ne fait pas d'effort. C'est à pleurer.

Malgré les risques, l'appât financier plus facile est le plus fort; toutes les terres du monde

(même le Sahara) sont cultivables à condition de s'en donner la peine mais la peine est effectivement plus grande, nos ancêtres en France cultivaient en terrasses sur les pentes de nos vieilles montagnes, du sarrasin, de l'avoine et du seigle délicieux et nourrissant mais maintenant tout le monde veut du blé qui a besoin de terres plus fortes, résultat de pentes cultivées il n'y en a plus en France etc.....

Les vieilles réflexions que j'entendais dans mon enfance de la part de mon grand père qui disait que les hommes avaient besoin de tant en tant d'une "bonne guerre" pour leur remettre la tête à l'endroit" me semblent maintenant que j'ai 65 ans marquées de bon sens car ce qui manque aux générations actuelles c'est en fait une prise de conscience de leur paresse.

Nous pleurons encore la bouche pleine et en fait nous ne sommes pas encore descendus assez bas pour réaliser où sont les véritables efforts à réaliser.

En tous les cas pas au niveau de la chimère du réchauffement climatique.

Bien à vous

**Chantal de Thoury**

**délégué Régional du Nivernais Berry**

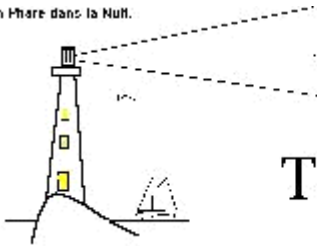
**déléguée intérim Bourgogne**

<http://www.allianceroyalenièvre.com/>

<http://www.allianceroyale.fr/>

---

Un Phare dans la Nuit.



## TOCQUEVILLE MAGAZINE

**(Libérer le capital et le travail pour vaincre la pauvreté)**

### **LE FLASH**

**(A diffuser largement)**

**LUNDI 21 DECEMBRE 2009**

#### **LA FRANCE EN CLAMEURS**

**Un historien honnête analysant dans une centaine d'années la France d'aujourd'hui et en particulier la Ve république aura beaucoup de mal à trier entre les diverses calamités : le mensonge, la prédation publique et la corruption érigés en « valeurs » incontournables de la république, un groupe d'oligarques régnant à leur profit sur les affaires publiques et privées, le trafic permanent des élections, la paupérisation croissante du peuple français et bien d'autres catastrophes.**

**Mais il pourra aussi décrire les clameurs que l'on entend dans la rue depuis des décennies. Si ces temps-ci cela s'accélère d'une façon saisissante, c'est néanmoins un phénomène ancien. Il est impossible de tout rappeler mais il est facile d'évoquer ce qui s'est passé en novembre et décembre 2005 ; le gouvernement Juppé prétendait réformer la sécurité sociale alors qu'en fait il ne voulait pas réellement le faire ; le résultat fut l'effet de ruine dans le cadre d'une grève interminable ; l'aboutissement fut aussi l'augmentation de la CSG et la création de la CRDS, causes récurrentes de ruine ultérieure.**

**Aujourd'hui les réclamations sont innombrables. Les producteurs de lait se révoltent, non sans raison, parce qu'en fait ils ne touchent pratiquement pas de salaire pour leur activité extrêmement fatigante. Les agriculteurs, dans leur ensemble, viennent de déposer des bottes de paille devant l'Élysée pour protester également pour leur niveau de vie. Les chauffeurs routiers s'insurgent aussi et à juste titre pour ne pas être rémunérés suffisamment pour leur travail difficile et dangereux et les « dabistes » de même. Toutes les professions sont en clameur tour à tour pour réclamer des augmentations.**

**Les manifestations sont accompagnés très souvent de l'intervention des casseurs ; les**

voitures incendiées ne sont qu'un « hors d'œuvre » insupportable ; il s'ajoute la destruction des commerces et les agressions sanglantes contre les forces de l'ordre ; curieusement personne ne parle de l'intrusion probable de services secrets étrangers qui peuvent tirer profit du désordre qui s'installe en France et pour lesquels c'est un jeu facile que de piloter les casseurs ; le silence officiel à ce sujet reflète sans doute la crainte de devoir dire la vérité aux Français.

Arrêtons la description, car les journaux sont pleins de ces événements qui révèlent l'impossibilité de rémunérer convenablement les gens. Quelques remarques essentielles s'imposent à l'observateur qui regarde objectivement ces clameurs.

D'abord et d'une façon absolument générale les protestataires se trompent de cible. Quand un producteur de lait accuse les supermarchés dans leur ensemble, avec l'encouragement attentif de la presse, il pénètre dans un monde extrêmement compliqué : le lait n'est que rarement revendu en l'état mais franchit de multiples étapes dans une chaîne complexe d'intervenants pour arriver en produits finis sur nos tables.

En outre les industriels et les magasins ne peuvent être que transparents à l'égard de leurs fournisseurs ; ils sont bien obligés de leur transmettre les coups de massue que les politiques leur infligent comme aux salariés qui de ce fait ne gagnent pas leur vie convenablement : la surabondance des impôts, des charges sociales et des réglementations abusives est connue. Les industriels échappent parfois à cet écrasement soit en déposant le bilan soit en délocalisant ; il est clair que les grands commerces ne peuvent pas se délocaliser. La même analyse peut être faite pour les routiers car les patrons routiers sont victimes comme leurs employés de l'action cruelle et persistante des prédateurs publics.

De sorte que l'on aboutit à l'analyse véritable que la presse fortement complice cache prudemment : employés et patrons ont les mêmes adversaires qui sont les oligarques qui paraded dans les palais publics.

Une autre constatation est que les organismes patronaux qui devraient dire la vérité au peuple français ne le font pas et se trouvent ainsi être des complices objectifs de la catastrophe ; la raison est que les grandes organisations correspondantes recrutent leurs dirigeants dans le même vivier que les politiques et, comme ces derniers, s'enrichissent sur le système. Personne n'a entendu Madame Parisot et bien d'autres se tourner vers les pouvoirs publics pour les mettre devant leurs responsabilités et, en fait, exiger qu'ils rendent l'argent prélevé abusivement sur l'économie.

L'opinion publique est incroyablement conditionnée ; lorsque les agriculteurs demandent l'intervention du président de la république en déposant leurs bottes de paille devant l'Élysée ce n'est pas du tout pour exiger qu'il taille dans le scandaleux budget de la présidence qui commence à être connu, mais pour lui demander des lois pour leur transférer de l'argent qui sera volé à d'autres dans l'usine à gaz indéfinie.

Ce jour-là, ces agriculteurs étaient bien trop occupés à réussir leur coup, pour réaliser que le palais était vide. Au même moment, 192 chefs d'Etat essayaient par des discours de lutter

contre l'influence du soleil sur le climat, ceci avec de l'argent que la plupart, sauf rares exceptions, n'ont plus ! N'est pas Josué qui veut !

Que cette coïncidence soit jugée désolante ou hilarante, elle montre par un « petit » exemple comment les oligarques sont attachés à détruire le tissu économique qui, pourtant, leur permet d'acquérir leur pouvoir avec la richesse insolente qui s'ensuit.

« Faisons un rêve ».

Pour arriver à la « Libération » nécessaire il faut que les patrons et leurs employés comprennent très exactement où se trouvent leurs ennemis communs et qu'ils unissent leurs efforts pour s'en libérer.

Michel de Poncins

---

### REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

et sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

### CITATION

**XAVIER BERTRAND :**

« L'avantage avec le grand emprunt, c'est que cela nous réserve aussi un grand avenir »

**NDLR : Sans blague !**

---

# REVUE DE PRESSE

## CHANGER LE PEUPLE

Un journaliste de nos amis nous communique l'information ci-après qui se passe de commentaires.

Il a assisté à un séminaire ministériel organisé par Éric Besson, sur le thème « Les migrations en Méditerranée : construire un espace de prospérité partagé ». De nombreux journalistes couvraient le séminaire.

Y étaient conviés des ministres des pays suivants : Chypre - Grèce - Espagne - Croatie - Malte - Monténégro - Maroc - Égypte.

Un expert planta d'emblée le décor, basant son argumentaire sur le fait que puisque la population européenne vieillissait, trois possibilités s'offraient à nous.

« 1) Soit nous retardons l'âge de la retraite : mesure pas très populaire ;

2) Soit nous mettons davantage les femmes au travail : cela aura une incidence négative sur le taux de fécondité.

3) Soit nous organisons les migrations internationales. »

Et sur ces mots destinés de toute évidence à permettre aux ministres présents d'enchaîner avec leurs discours bien préparés, le fil conducteur de la matinée fut que, puisque le Nord ne faisait pas d'enfants, le Sud en faisant beaucoup (cela a été dit), il fallait donc s'atteler à organiser les flux migratoires du Sud vers le Nord. Plusieurs ministres ont même déclaré que de toute façon l'immigration se produisant de manière illégale lorsqu'elle n'était pas autorisée, il était préférable de la légaliser et de l'organiser. Il a aussi été dit qu'en Tunisie, 75 % des jeunes envisageaient de quitter leur pays...

Voici un florilège de paroles prononcées par des ministres des pays du Nord :

« Les pays du Nord ont besoin de main d'œuvre. »

« L'immigration augmente la compétitivité des pays du Nord. »

« L'immigration profite aussi bien aux pays du Sud que du Nord. »

« Comme la main d'œuvre qui vient du Sud est peu qualifiée et que les pays du Nord auront de plus en plus besoin de main d'œuvre qualifiée, les pays du Nord doivent aider à former la main d'œuvre du Sud afin qu'elle réponde mieux à leurs besoins. »

« Nous devons conduire une politique souple de visas afin de faciliter la circulation des flux

**d'immigration. »**

**« Nous devons faciliter le fait que les immigrés gardent le contact avec leurs pays d'origine et y transfèrent une partie de leur argent. »**

**« Nous devons organiser les sociétés d'accueil de manière à ce qu'elles reconnaissent qu'elles sont diverses. De toute façon, c'est le modèle qui est appelé à se répandre partout. La priorité doit être donnée à la lutte contre les discriminations. »**

**« Un monde sans immigration serait un monde plus divisé, plus radical. »**

**« La pauvreté et le manque de développement ont été causés par la colonisation. »**

**« L'immigration est peut-être la solution à la crise », prononcé très solennellement par le ministre suédois, invité en tant que représentant du pays qui préside actuellement l'Union Européenne.**

**Les deux ministres du Sud demandèrent que leurs ressortissants soient bien traités dans les pays hôtes, et que dans l'empressement à organiser les flux du Sud vers le Nord, on veille à faire en sorte de maintenir le lien prégnant avec les pays d'origine, afin que les migrants transfèrent des fonds dans leur pays (souvenons-nous que c'est autant d'argent qui sera ôté du projet éducatif de leurs enfants). Le ministre marocain a insisté sur le fait que ces migrants (la communauté des Marocains résidant à l'étranger) constituaient une diaspora, et que le Maroc s'en occuperait de manière très active. La ministre égyptienne prit bien soin de commencer son discours par « Au nom d'Allah le plus miséricordieux... » et formula le souhait que la langue arabe soit beaucoup plus présente à l'avenir dans le bassin méditerranéen.**

**Éric Besson conclut ainsi la matinée : « Nous devons accélérer et accroître les flux de circulation. »**

**A bon entendeur... .**

**Tous les ministres ont signé la « Recommandation de Paris sur la promotion de la mobilité des jeunes dans l'espace méditerranéen », dont voici un extrait : « Réaffirmant leur détermination à bâtir un avenir méditerranéen commun, ils sont convenus de la nécessité de donner priorité à la jeunesse dans la construction d'un espace méditerranéen de la circulation des personnes, du savoir et des compétences. »**

**Un office méditerranéen de la jeunesse sera créé d'ici le 1er janvier 2011. Il aura pour but de faciliter la libre circulation des étudiants de certaines filières universitaires, ainsi que de leur offrir des bourses.**

**Une perle fut répétée à plusieurs reprises : « Il serait intéressant que l'on se penche un jour sur les besoins réels de main d'œuvre des pays du Nord, car nous ne les connaissons pas » !!! N'importe quel esprit sainement constitué aurait pourtant commencé par là ! À aucun**

**moment il n'a été question de l'existence de chômeurs en Europe, et donc encore moins de leur nombre, ni d'étudiants pauvres qu'il fallait peut-être aider en Europe.**

**Durant toute cette matinée, il était manifeste que les peuples européens n'intéressaient pas les ministres européens. C'était comme si l'Europe était une terre inhabitée ou qui allait très prochainement le devenir, et qu'il convenait de la peupler. Le seul moment où on put penser que dans leurs esprits des Européens existaient encore, c'est quand il fut fait mention de la nécessité de lutter contre les discriminations dont les migrants seraient victimes... .**

**Cette matinée a montré, si c'était encore nécessaire, à quel point ces « élites » européennes se préoccupaient parfois bien davantage des intérêts de peuples étrangers que de ceux de leurs propres peuples. Ce sont bien elles qui sont responsables de la situation actuelle, et non pas les immigrés. Désormais, seuls les peuples européens pourront épargner le chaos à leurs pays, et sauver par la même occasion leurs vies et celles de leurs descendants, car il est clair que ce qui nous est préparé par des dirigeants qui ne s'en rendent même pas compte, c'est la prolifération des Balkans à travers l'Union Européenne. Nous sommes là bien loin du rêve des pères fondateurs !**

**Chaque citoyen doit œuvrer à l'émergence d'une véritable conscience collective qui nous aidera à arrêter la course folle vers les Balkans. Si un peuple européen y parvient, tous les autres suivront la même voie, car chaque peuple observe à présent ses voisins. Pour y parvenir, il est indispensable de fournir des arguments et des clés de décryptage à nos proches, nos amis, nos collègues, ainsi qu'à tous les politiques dont le cœur bat encore avec celui des Français, et qui peuvent ainsi devenir des porte-voix de la cause la plus importante qui soit : la cohésion nationale. La puissance jaillit entre les hommes lorsqu'ils agissent ensemble !**

---

## **BREVES ET LONGUES**

### **GRAND EMPRUNT ET FROMAGES**

**Nous avons déjà parlé de la vraie catastrophe du grand emprunt et de l'usage négatif de l'argent qui va creuser davantage le gouffre de la dette publique. Un fait nouveau intervient sous la forme de luxueux fromages. René Ricol était médiateur du crédit et censé à ce titre de faciliter l'obtention des crédits en particulier pour les PME. Tout serait réglé, paraît-il, ce qui est fort étonnant. \***

**Il a fait valoir son « droit » à un parachute doré.**

**Il va être nommé commissaire général à l'emprunt et rattaché directement au premier ministre.**

**Remarquons qu'il n'est pas haut-commissaire ce qui nous montre la hiérarchie qui existe entre les fromages, encore que nous ignorons comment doit se lire la hiérarchie. Il sera aidé d'un comité de surveillance qui comprendra notamment des parlementaires et des « personnalités qualifiées » (PQ pour les intimes). Il devra assurer la circulation des fonds depuis le commissaire général jusqu'aux opérateurs existants avec des contrats d'objectifs très précis**

**Nous nageons dans une nouvelle bureaucratie. On ne voit pas que ce monsieur puisse fonctionner sans au moins une cinquantaine de collaborateurs et peut-être, qui sait, son hôtel particulier.**

## **CORRUPTION EN ESPAGNE**

**En Espagne comme ailleurs la construction est l'occasion d'une corruption abondante. Comme le pays, à grand tort, s'est orienté largement sur la construction comme soutien de l'économie, les corrupteurs s'en sont donnés à cœur joie.**

**Pas une semaine ne s'écoule sans qu'une municipalité ou un élu ne soit éclaboussé par un nouveau scandale. Un des hauts fonctionnaires du gouvernement catalan vient de présenter sa démission car il était poursuivi par le juge dans le cadre d'une vaste affaire de détournement de fonds.**

**Le scandale est tel que malgré les efforts du pouvoir pour cacher la catastrophe ce problème figure à un grand élevé dans les préoccupations des Espagnols.**

**La presse parle de 4,1 milliard d'euros détournés par la corruption au cours de la dernière décennie**

## **LE CV ANONYME**

**Les politiques se plaignent que la pratique du curriculum vitae anonyme n'est pas fort appliquée en Europe. S'il est expérimenté dans bien des pays, ce dispositif ne fait l'objet d'aucune obligation légale ; de grands groupes comme AXA, L'Oréal, ou ACCOR l'ont adopté acceptant donc de s'agenouiller devant le diktat du pouvoir.**

**Il semble que suivant la technique il est encore autorisé d'indiquer ses diplômes ! Or, la logique voudrait que l'indication des diplômes introduise une discrimination fâcheuse : la bêtise universelle a donc des limites !**

---

## DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

---

### LE TOURNIS

**Chronique de l'Association des Contribuables d'Aubagne.**

Gabriel Lévy

12 décembre 2009

**Les dirigeants de la planète jonglent avec les milliards des contribuables qui les entretiennent. Les dirigeants français ne font pas autrement, tant il est vrai qu'il n'existe pas de volupté plus intense que celle qui consiste à dépenser l'argent des autres.**

**Le tournis, oui, en lisant, sur le site [www.observatoire-dessubventions.com](http://www.observatoire-dessubventions.com), les milliards dépensés hier :**

***Les pays de l'Union européenne ont décidé de verser une aide de 7,2 milliards d'euros sur trois ans aux pays pauvres pour les aider à faire face à l'impact du réchauffement climatique.***

***Les [services fiscaux](#) de plusieurs pays européens enregistreraient un trou de 5 milliards d'euros dans la collecte de la TVA au titre de transactions sur des quotas d'émission de CO2.***

***La Cour des comptes vient d'épingler Paris ainsi qu'une vingtaine de grandes villes (Marseille, Toulon, Lyon, Nancy, Niort...) pour leur contrôle souvent défaillant des clubs sportifs professionnels qu'elles subventionnent.***

***Initiée l'hiver dernier, l'opération Marché de Noël à Tokyo a été formellement validée lundi lors du conseil municipal de Strasbourg : la Ville apporte une subvention de 56 700 euros.***

***Jean-Claude Gaudin, le sénateur-maire de Marseille, a jugé faible les 150 millions d'euros débloqués par l'Etat français pour la rénovation des stades en vue de l'Euro 2016.***

***Le tribunal administratif a estimé hier que les places de football achetées à l'OL pour un montant compris entre 600 000 et 900 000 [euros](#) par le [conseil](#) général n'étaient pas dans les missions du département. »***

**N'oublions pas aussi l'entretien des comités Théodule, anciens et nouvellement créés.**

**N'oublions pas les missions accordées aux courtisans qui, sans renier leur engagement**

partisan, sont à la disposition d'un maître ... ou d'un revenu. Quel a été le profit retiré de la mission de M. Lang en Corée du Nord ?

Les recettes pour couvrir ces dépenses, si tant est que nos dirigeants fassent preuve de cohérence ?

Imposition sur les gains des traders, mais maintien pour les sportifs de l'exonération d'impôt sur leur gains fabuleux correspondant à un « droit à l'image » ;

Diminution de la TVA sur la restauration (1,5 milliards d'€) sans profit pour les consommateurs, mais maintien de l'ISF (2,5 milliards) dont la conséquence est l'exil des patrimoines chez les pays concurrents de notre économie ;

15 ou 20 taxes nouvellement créées dont l'aberrante taxe carbone qui sera payée totalement par le Français « d'en bas », alors que le gouvernement est déjà obligé d'en exonérer (pour une partie) les camionneurs, qui sont, par nature et par obligation, les plus grands pollueurs. Où est la cohérence ?

Ajoutons celles colligées dans un livre récemment publié (\*) :

*« Le fisc prend aussi quand vous possédez : ce sont les droits d'enregistrement et assimilés : Impôt sur la fortune (ISF), droits de mutation, droits de timbre, et d'autres petites taxes liées à la possession d'un bien.*

*. Le fisc prend quand vous vendez : impôts sur la plus-value en cas de vente immobilière, de terrain devenu constructible, de meubles corporels, de titres ou actions, impôts sur l'or et autres objets précieux.*

*. Le fisc prend quand vous achetez : la TVA, les droits d'accises (par exemple sur le tabac, l'alcool, le pétrole), l'écotaxe, les jeux (loto, PMU, casino), la taxe de séjour.*

*. Le fisc prend là où vous habitez : impôts locaux (taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe d'habitation, taxe d'enlèvement des ordures ménagères, taxe foncière sur les propriétés non bâties), et diverses taxes annexes (taxe de balayage, par exemple...) »*

Nous souhaitons des République modestes, nous avons des pouvoirs dominateurs, arrogants et frénétiquement prodigues.

(\*) Olivier Bertaux : « *Au nom du Fisc. Guide touristique au pays de l'impôt* ». Editions du Cri

---

**RECHAUFFEMENT**

**CAFE LIBERTE**

Notre séance du 14 décembre se tiendra comme à notre habitude le lundi à 20h30 au [café Le Luxembourg](#), 58 Bd Saint Michel, 75006 Paris.

Elle aura pour thème : [l'instrumentalisation politique du mythe du réchauffement climatique anthropogénique](#).

Le sommet de Copenhague se tient alors que les piliers du réchauffisme s'effondrent un à un. Le moyen-âge était bel et bien plus chaud et plus longtemps chaud que la période actuelle ce qu'on tenté de masquer les réchauffistes les plus forcenés tels MANN (auteur de l'infâme hockey stick fondé sur une méthode statistique pipée et des données incluant quelques unes suffisamment polluées pour activer le pipage) et JONES (démissionnaire suite au Climategate) tous deux en cours d'enquête par leur hiérarchie. Les bases de données thermométriques GISTEMP et HADCRU qui servent de référence mondiale notamment pour le GIEC ont montré des faiblesses méthodologiques majeures, malgré les dissimulations auxquelles se sont livrées les "responsables" de leurs équipes de recherches qui ont d'ores et déjà été obligés de revoir de façon humiliante des pans de leur contenu. Les simulateurs logiciels qui sont la principale "preuve" de l'origine anthropogénique du réchauffement ne parviennent pas à prévoir l'évolution actuelle du climat. Les preuves multi-échelles du couplage entre magnétisme solaire, pénétration des rayons cosmiques et formation des nuages de basse altitude s'accumulent. De récentes mesures satellitaires montrent que les rétroactions du cycle de l'eau atmosphérique sont négatives : les nuages amoindrissent l'effet du CO2, alors que les simulateurs font le pari qu'il l'augmentent considérablement. Les températures se sont stabilisées depuis une décennie et sont en légère baisse depuis quelques années. Le soleil a vu son activité se réduire notamment en matière de magnétisme mais aussi de tâches solaires ou la précédente période aussi faible en la matière avait amorcé le petit âge glaciaire de la renaissance, qui avait duré deux siècle. La question est posée de savoir si les températures vont baisser durant une ou deux décennies dans le cadre des cycles de 65 ans observés depuis que le thermomètre existe, ou selon une évolution solaire beaucoup plus longue, froide et profonde.

La communauté des climatologues, lancée sur une dominante alarmiste, connaît des hésitations mais ses leaders réchauffistes maintiennent pour la plupart leurs positions. Face à eux depuis quelques années les sceptiques se sont organisés. Aujourd'hui ils se font entendre: 140 d'entre eux viennent d'écrire au secrétaire général de l'ONU pour dénoncer le caractère fallacieux du réchauffisme, 700 sont présents sur les listes du sénateur INHOFFE qui préside la commission républicaine du sénat US, et la pétition de l'Oregon rassemble plusieurs dizaines de milliers de scientifiques de toutes spécialités. Le scandale du Climategate a éclaté à l'occasion de la diffusion de fichiers exfiltrés du CRU britannique, l'un des piliers du GIEC, confirmant les gouffres d'incertitude, de lacunes méthodologiques, de défaillances déontologiques, et d'intolérance du gang du Climategate, au pouvoir à force de férocité dans les comités de lecture des revues scientifiques et les cénacles climatologiques. Avec 30 millions de pages référencées par Google en 2 semaines et des enjeux se chiffrant en dizaines (recherche), centaines (Kyoto) voire milliers (Super Kyoto e.g. projet Copenhague) de milliards d'Euros, le Climategate est le plus grand scandale scientifique de tous les temps. En France les média classiques ont adopté un silence soviétoïde avant de consentir à aborder le sujet, souvent de façon fielleuse et totalement lacunaire. Le parlement australien rejette le plan carbone au milieu du tumulte et son parti "libéral" (centre gauche) change de leader, écartant un réchauffiste au bénéfice d'un

sceptique. Des sondages montrent que la majorité des états-uniens et des britanniques ne croient plus au réchauffement anthropique. Le sommet de Copenhague s'ouvre dans ce contexte de remise en question et de refus de la remise en question. S'y multiplient les incidents et les contestations.

L'exposé introductif sera présenté par Jean-Michel BELOUVE, auteur de l'ouvrage *La servitude climatique*. L'essai de Jean-Michel Bélouve rassemble un dossier global destiné à ceux qui veulent avoir une information complète et sans complaisance sur le changement climatique et les politiques qui y sont associées. Il présente l'histoire de l'effet de serre d'origine « anthropique » replacée dans le contexte historique de notre civilisation, fait le point des connaissances et des controverses scientifiques, analyse le phénomène médiatique et la propagande propagée sur ce thème, expose les enjeux économiques et l'affairisme liés au risque climatique. Il raconte les parcours d'Al Gore et de Maurice Strong, principaux protagonistes de l'affaire. Il conclut, enfin, en montrant comment le changement climatique est devenu le cheval de bataille de certains courants de pensée politiques à visées mondiales, destinés à amener les peuples à accepter des politiques contraignantes qui englobent la sécurité énergétique des nations, de nouvelles taxations, un bouleversement économique planétaire, et, pour les plus extrémistes d'entre eux, la limitation de la population mondiale et une gouvernance mondiale s'appuyant sur l'ONU et non contrainte par les règles démocratiques habituelles.

Quelles sont les zones de certitude et d'incertitude de la science climatique actuelle ? Quelle est l'histoire et l'architecture humaine du réchauffisme scientifique, politique, ou financière ? Quelles politiques proposer dans cette affaire ? C'est autour de ces questions que nous vous proposons de débattre le lundi 14 décembre à 20h30 au Café Liberté !

---

## RECHAUFFEMENT ENCORE

« Personne ne veut payer pour Copenhague ! »

Gabriel Lévy

10 décembre 2009

« Personne ne veut payer pour Copenhague ». Si nous en doutions, M. Mikolaj Dowgielewicz, le ministre polonais des Affaires européennes, vient de l'affirmer avec l'autorité que lui confère sa charge » (1).

En définitive, cette grand-messe est grotesque, couteuse et probablement inefficace. Si un jour, les évènements naturels prouvent que la responsabilité de l'homme dans le réchauffement de la planète est dérisoire, ou, plus simplement, que ce réchauffement n'avait aucune réalité, nous aurons participé à la plus grande escroquerie, collective, de

tous les temps.

**Grotesque :** « *Le Danemark compensera le CO2 émis par le sommet. La France promet d'en faire autant* ». Il s'agit des 78 000 tonnes émis par les transports en avion des délégations. Vous conviendrez que l'appréciation de ce chiffre n'est évidemment pas à la portée de tous, à la différence de celui « *de trente personne par délégation officielle (soit un peu moins de 6 000 personnes)* » (op cit).

**Couteuse :** S'agissant d'une moyenne, il est probable que la délégation française dépasse largement ce chiffre. Etant le leader de cette réunion, les « **promesses** » de la France étaient indispensables. Ainsi pour les précédentes conférences (Poznan et Bali), « **le ministère de l'écologie a retenu un projet de cogénération à partir de la biomasse au Chili et un projet de captage et de valorisation de biogaz en Egypte** ».

Inquiétons-nous, car le pire est à venir, puisque notre nouveau « **machin** », l'Union européenne a prévu 50 milliards d'euros par an pour permettre aux pays plus pauvres de participer au grand-œuvre. Il faut compter aussi le financement que nous consacrons depuis de nombreuses années pour ces pays, soit 0,7 % de notre « **richesse** » annuelle (2), dans le cadre de l'Aide Pour le Développement (APD) et dont l'efficacité ne paraît ni perceptible, ni perçue par les bénéficiaires.

A cet égard, il est bon de rappeler que la France finance le développement de la Turquie, afin de lui permettre de satisfaire aux critères de l'Union européenne, alors qu'elle prétend avec conviction que ce pays n'entrera jamais dans l'Europe... « **C'est beau, c'est grand, c'est généreux, la France** » (3).

Est-ce offensant de rappeler aussi comme le fait un distingué chroniqueur « **le climat, c'est bien ; l'emploi, c'est mieux** ? (4).

**Inefficace :** Sommes-nous assurés que les 192 pays représentés appliqueront les consignes qui leur seront données à Copenhague et qu'ils en auront les moyens financiers aujourd'hui et jusqu'en 2050 ? Sommes-nous certains que les petites recettes préconisées, comme la voiture électrique qui faut recharger grâce à l'électricité produite par des centrales utilisant le charbon, ne sont pas ridicules ?

Cette grande peur, entretenue tous les jours, sert à occulter des craintes plus réelles : le terrorisme devenu permanent.

Les dirigeants de la planète n'ont pourtant sûrement pas manqué de constater, le jour de l'ouverture du sommet de Copenhague, que quatre attentats à Bagdad produisaient des quantités non négligeables de CO2, mais surtout la mort de 100 personnes et qu'ils blessaient 400 autres.

N'était-il pas plus important de réunir ces 192 pays pour lutter contre ce mal absolu, celui présent aujourd'hui, et non celui incertain de demain ? Comment des nations participant à ce sommet, peuvent-elles accepter de trouver quotidiennement dans leur sein une dizaine de

fanatiques, voire de les entretenir et de les armer, et pourquoi les autres nations sont-elles passives ou impuissantes ? Les effets du réchauffement climatique sont (peut-être) à venir, mais les bombes thermonucléaires sont déjà présentes. .. « On dansait pendant que le bateau coulait ».

1- Le Figaro du 10 décembre 2009

2- Gabriel Lévy : « *L'aide Publique au Développement (APD)* ». in Blogue de la droite libre (mai 2008), le Réseau Liberté...

3- Charles de Gaulle : « *Jamais plus qu'ici et jamais plus que ce soir, je n'ai compris combien c'est beau, combien c'est grand, combien c'est généreux, la France !* » Discours du Forum d'Alger. 4 Juin 1958.

4- Yves de Kerdrel. Le Figaro du 1<sup>er</sup> décembre 2009.

**Gabriel LEVY**

---